

question ; dès lors, la question de la durée de la résistance de Paris, et subsidiairement celle de la continuation de la guerre se posent forcément. La première, par le fait même de l'investissement qui nous sépare de Paris, sera laissée aux défenseurs de la capitale, qui la résoudreont certainement dans le sens de la résistance; tant que celle-ci sera humainement possible, mais qui, enfin, peuvent trouver des limites à leurs ressources, sinon à leur patriotisme.

La seconde ne saurait être résolue avec une pleine autorité que par une assemblée; mais elle tient de si près à l'autre, qu'elle est pour ainsi dire inséparable. Paris et la province ne peuvent pas sembler l'un à l'autre, tant qu'il y aura place pour un effort concerté de leurs armées, gardons-nous de l'interrompre, de le ralentir, de le troubler par des diversions d'un autre ordre et d'une urgence moindre. Mais dès que la question militaire aura été tranchée, la question politique de l'intervention du pays dans ses affaires par une assemblée nationale se présentera aussitôt. Elle ne sera une surprise pour personne, et moins que qui que ce soit, les hommes du gouvernement voudront l'ajourner. Ils sentent plus que les autres le poids de la situation : la responsabilité des résolutions à prendre est si grave qu'ils doivent avoir hâte de la partager avec les représentants de la nation ou de la leur laisser tout entière.

Le *Moniteur* lui-même se ralliant à une opinion qu'il a si vivement combattue et qu'il trouvait assez mauvaise pour la considérer comme moins favorable à la nation française qu'à ses ennemis ; le journal si dédaigneux d'un appel au pays parce que, disait-il, cet appel ferait perdre un temps précieux, l'avocat de la dictature revenu à l'opinion qu'il faudra bientôt recourir à une représentation nationale ; c'est, à notre gré, un fait important et qu'il ne faut point laisser passer sous silence. Le *Moniteur* aurait mieux fait assurément de ne point s'éloigner du concert de réclamations qui, depuis plus de deux mois, s'élève de toutes parts dans la presse française ; la considération qu'il invoque aujourd'hui pour expliquer sa conversion tardive, et qui repose tout entière sur la solution de la question militaire n'est-elle pas absolument illusoire ? Lorsque « le général Ducrot sera resserré sous les forts de Paris et l'armée de la Loire tellement écartée que leur action combinée se trouve hors de question, » comment la position militaire sera-t-elle plus favorable à un appel au pays qu'elle ne l'était avant que les deux armées fussent mises l'une et l'autre dans cet état ? Nous voulions, nous, que la nation fût consultée avant toutes choses ; son intervention nous semblait être un moyen préventif : elle pouvait légitimer le pouvoir entre les mains de ceux qui l'exerçaient ; elle pouvait en empêcher l'abus ; elle pouvait favoriser l'élan national ; enfin elle pouvait et elle devait imprimer à la guerre une direction conforme aux désirs de ceux-là mêmes qui en supportaient tous les frais et tous les sacrifices.

Le *Moniteur* admet l'appel au pays comme un moyen curatif ; c'est une consolation qu'il lui offre pour le dédommager des malheurs qu'on lui a fait subir sans son aveu et des fautes que l'on a commises sans qu'il ait eu le moyen de les empêcher. Ne valait-il pas mieux suivre le précepte médical et arrêter le mal dans ses germes ? *Principiis obsta.*

Néanmoins, nous saluons avec joie l'adhésion insérée du *Moniteur* ; elle fait entrevoir des résolutions prochaines ; le pays attend avec impatience. Elles arriveront trop tard sans doute pour le sauver ; mais elles auront l'avantage de le faire intervenir dans une crise douloureuse et de ne point l'éloigner des actes qui doivent en marquer le dénouement.

Il n'y a pas un seul jour à perdre ; le gouvernement ne doit point calculer les chances qui restent encore au général Ducrot ou aux généraux qui commandent l'armée de la Loire il faut devancer l'heure suprême et ne point nous laisser tellement « resserrés » par les événements, que nous perdions peut-être jusqu'à l'usage de notre volonté et de notre initiative.

Malgré cela l'enthousiasme belliqueux de la population est bien au dessous de ce que je croyais trouver. J'ai assisté, en arrivant, au départ de quelques bataillons de mobilisés : les hommes sont robustes, bien équipés, d'allure martiale ; ils étaient accompagnés par la garde nationale sédentaire ; mais ce sont ceux qui ne paraissent pas qui prennent la part la plus bruyante à la manifestation ; ceux qui paraissent dignes, leur attitude calme ; on peut répondre de leur bonne conduite devant l'ennemi.

Nous retrouvons ici à peu près le même personnel politique qu'à Tours : on voit M. Glais-Bizoin se promener seul et modeste dans la rue, M. Thiers visiter d'un pas alerte les navires du port ; on rencontre quelques anciens sénateurs, quelques anciens députés, les mêmes costumes militaires qu'à Tours et les francs-tireurs de toutes les couleurs. En somme, toutes proportions gardées, Bordeaux ressemble beaucoup à Tours et, je suppose, à toutes les villes de France. Il ne faut pas s'en rapporter à ce que disent ceux qui n'ont pas vu ou à certains journaux du cru qui méparaissent avoir d'assez mauvais yeux. Jugez-en ; voici ce que je lis dans un journal de Bordeaux :

« On peut dire aujourd'hui que la France est debout. C'est la levée en masse, la guerre à outrance, sans trêve, ni merci. Tous, bourgeois, artisans et campagnards ont juré de ne prendre aucun repos tant qu'il restera un Prussien sur le sol français. »

M. Gambetta n'est pas encore à Bordeaux. On assure qu'il se trouve toujours au quartier-général d'une des armées de la Loire.

M. Ranc, directeur de la sûreté publique est arrivé hier ici.

Les denrées commencent à subir ici un enchérissement prévu ; ce n'est pas que les approvisionnements fassent défaut, mais la spéculation profite des circonstances. Ce matin un épicer refusait de vendre son sucre 2 fr. 60 le kilo. Cet honorable industriel réserve sa marchandise pour la vendre plus cher dans quelques jours. Les hôtels sont comblés et dans les maisons bourgeoises on ne s'installe qu'à des prix exorbitants. L'administration a commencé à faire distribuer les lettres arrivées par les derniers ballons. Les nouvelles de Paris vont jusqu'au 17 dans la nuit : la note officielle publiée sur la situation de la capitale, ne dément qu'indirectement les bruits qui ont couru sur une tentative du parti Flourens, pour renverser le gouvernement. Nous devons nécessairement supposer que, à la suite de l'insuccès de l'armée de la Loire, le général Trochu a modifié ses plans, et que l'armée de la capitale est dans la période de préparation de quelque grand mouvement.

Je crois pouvoir vous affirmer que, après des déclarations très-formelles des membres du gouvernement de Bordeaux, le Corps diplomatique a résolu d'insister auprès des puissances pour provoquer une intervention active. Des renseignements contradictoires sont publiés au sujet de la conférence. Croyez bien d'abord qu'il n'y aurait pas de conférence si la France n'y devait pas être représentée ; ensuite qu'il n'y aura pas de réunion de diplomates s'il n'y a pas préalablement un armistice et si cette réunion de diplomates ne doit pas sanctionner les modifications territoriales qui seront la conséquence de la guerre actuelle. La conférence deviendrait alors un congrès.

C'est pour cela que, en ce moment, des dépêches sont activement échangées entre tous les cabinets dans le but d'amener la conclusion d'un armistice. D'après ce que j'ai pu recueillir ici, le gouvernement de Paris ne repousserait pas en principe de nouvelles négociations.

Événements de Lyon

Voici en quels termes un correspondant de l'*Indépendance belge* rend compte du lâche assassinat commis à Lyon sur la personne de M. Arnaud, chef de bataillon.

Lyon, 22 décembre, matin.

Voici les premiers détails sur le lamentable événement qui vient d'éfrayer et d'attrister notre ville :

Dans la soirée de lundi, une certaine agitation s'était répandue dans Lyon à la nouvelle de l'échec de Nuits. Quelques misérables de la Croix-Rousse qui guettent toutes les occasions de faire du désordre, résolurent d'exploiter cette occasion. Une réunion tenue à la salle Valentino résolut que le lendemain il y aurait une manifestation avec femmes en deuil et le drapeau rouge, que l'on balayerait l'hôtel de ville et que l'on y installerait la commune révolutionnaire qui saurait faire la guerre avec plus d'énergie.

Les membres du club Valentino passèrent la nuit en permanence ; mais le matin ils eurent quelque peine à organiser la manifestation. Il vint bien quelques femmes ; mais il n'y avait pas de fusils. On recolla quelques gardes nationaux exaltés, mais ce n'était pas assez pour balayer l'hôtel-de-ville. On voulait avoir un bataillon. On se transporta au domicile de l'un des chefs de bataillon de la Croix-Rousse. On le somma de faire battre la générale, mais il résista et parvint à se tirer des mains de ces forcenés.

Les meneurs pensèrent alors à M. Arnaud, chef de bataillon, commandant le 12^e bataillon. On l'entraîna à Valoptino, sous prétexte d'affaires du service ; là il fut sommé de descendre à Lyon. Refus énergique. Les femmes exaspérées l'entraînent hors de la salle ; dans la rue, il est l'objet de mauvais traitements de la part de quelques individus armés de fusils... Il est frappé d'un coup de baïonnette au front... Il croit sa vie en danger... Il veut éfrayer ces misérables... Il tire deux coups de revolver qui n'atteignent personne.

Aussitôt on le désarme. On l'entraîne de nouveau à Valentino en criant : « Il a tiré sur le peuple ! il le fusille ! »

Séance tenante, une douzaine de clubistes des plus exaltés se constituent en cour martiale et condamnent en quelques minutes le malheureux Arnaud à être passé par les armes. Et quelques minutes encore après, l'exécution avait lieu sur la place d'Armes de la Croix-Rousse, à trente pas d'une caserne et d'un poste de la garde nationale. Et cet assassinat s'est accompli à une heure de l'après-midi par quinze individus environ, escortés d'une trentaine de mégères qui agitaient le drapeau rouge.

Le chef de bataillon Arnaud est mort avec beaucoup de courage. Il s'est dévoué de sa tunique, a découvert sa poitrine, et, jetant en loin son képi, a crié : « Vive la République ! »

Ce crime a jeté notre population dans une véritable stupeur ; puis une irritation générale s'est manifestée qui pourrait bien devenir dangereuse pour les auteurs bien connus de toutes les agitations dont Lyon a été le théâtre depuis quelques mois. (Indépendance Belge).

Dans un long article sur la situation militaire, la *Gazette de Silésie* croit que le quartier-général allemand n'a pas en vue d'étendre les opérations aux départements du Midi. Nous extrayons de cet article les passages suivants :

« A en juger par les mouvements des armées quise font en ce moment dans la direction du Midi, elles me paraissent avoir d'autre but que d'assurer, par une poursuite énergique, la victoire d'Orléans et d'occuper certaines positions qui puissent donner provisoirement une limite stratégique au territoire actuellement occupé. Probablement on a en vue la ligne du Cher et de la Loire inférieure pour limite contre l'Ouest et le midi de la France, tandis que, à l'est, la place de Belfort, dont le siège continue et la rivière d'Oignon marqueront une ligne correspondante. »

« Afin de rester complètement maître à l'intérieur de ce territoire, provisoirement circonscrit, il faudra sans doute tenter encore des mouvements offensifs vers l'Ouest et le Nord. »

« L'armée du général Manteuffel est destinée à occuper autant que possible le terrain entre Paris et la côte occidentale de la France. Peut-être aussi veut-on préparer une coopération avec les corps qui, d'Orléans, se portent vers l'Ouest ; mais, en tout cas, il n'est pas à supposer qu'on se presse d'aller bien loin dans la direction du Nord (de Lille). Par la prise de Paris et par notre solide établissement dans le nord de la France — quand même l'ennemi se maintiendrait encore dans quelques places fortes, éloignées de nos lignes de communications — nous aurons atteint pour le moment notre but militaire. Que Paris tienne encore un mois — et il ne faut pas compter sur un délai plus long quand même on renoncerait définitivement au bombardement — ce délai ne suffira pas à la France pour faire sortir du sol de nouvelles armées capables de manœuvrer. Il n'y a donc pas péril en la demeure. Par contre, notre situation s'améliorera considérablement et l'ennemi sera bien plus disposé à accepter des négociations de paix, si, après la chute de Paris, le territoire compacte de la France du Nord se trouve en notre possession. »

On écrit de Lyon le 24 décembre au soir :

En même temps que Nuits était évacué par les Prussiens, nos troupes quittaient Beaune après une visite de Garibaldi. Les forces françaises, augmentées de renforts, se sont concentrées sur Chagny, d'où elles auraient marché en avant. La lutte a dû recommencer ce matin, et cette fois-ci ne sont pas les Prussiens qui ont attaqué. En cas de succès l'objectif est Dijon.

D'après un rapport qui nous arrive, le prince Guillaume de Bade a été grièvement blessé dans le combat de Nuits ; une balle s'est logée derrière la joue gauche, à la naissance de l'oreille, après avoir traversé la mâchoire supérieure. Le prince a été transporté à Gray. On compte parmi les blessés le général commandant de Glumer, le lieutenant colonel Hoffman, le major de Gemmingen, etc. ; et parmi les morts le colonel de Renz, le capitaine Goekel ; les lieutenants de Degenfeld et de Noël, le porte-étendard Sachs, etc.

Nous extrayons ce qui suit d'une lettre de Vienne, datée du 12 décembre :

« Il nous arrive de Pesth une nouvelle importante et que je ne puis me dispenser de vous mander. L'envoyé de France, comte de Mosbourg, s'est rendu aujourd'hui dans cette capitale, où se trouve dans ce moment le comte de Beust, pour solliciter l'intervention de l'Autriche en faveur de la paix. »

Quoique les dernières nouvelles nous représentent le gouvernement de Paris, comme décidé à combattre à outrance, on est généralement convaincu que le comte de Mosbourg, n'a pu agir ainsi qu'à la suite d'instructions pressantes reçues de la délégation de Tours.

Il résulte du Livre Rouge que, déjà au commencement d'octobre, l'envoyé de France avait fait une démarche semblable sans obtenir aucun succès ; on peut, paraît-il, espérer de celle-ci un résultat meilleur. Le comte de Beust aurait répondu que l'initiative isolée de l'Autriche serait insuffisante, mais qu'il allait à son tour demander le concours d'autres puissances neutres. Ce soir, la *Tages-Press* affirme que l'Angleterre et l'Autriche ont proposé collectivement à la Prusse la conclusion d'un armistice, afin d'arrêter l'effusion du sang pendant que l'on chercherait à arrêter les bases des préliminaires de paix.

On proposerait comme bases la neutralisation de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, plus une indemnité équitable à débattre. Je n'ose garantir l'exactitude de la version de la *Tages-Press*, mais je ne doute pas que M. de Beust ne s'occupe de cette affaire ; il a, en effet, mandé immédiatement auprès de lui le conseiller intime baron d'Aldenbourg chargé des relations avec la France aux affaires étrangères.

On écrit au *Daily-Telegraph*, le 17 :

« Il nous arrive de tristes nouvelles au sujet des blessés français et allemands à Beaugency. Une foule de soldats blessés dans les batailles entre le grand duc et Chanzy, sont positivement morts de faim. On en a transportés à Beaugency, qui gisaient à demi-morts dans leur sang depuis trois et trois nuits, sans avoir eu même une goutte d'eau. Tout l'argent possible ne saurait acheter des aliments à Beaugency ou dans les villages près de cette ville. 160 soldats, grièvement blessés, sont là, dans la cave d'un couvent d'ursulines ; il y en a autant dans le petit théâtre. Chaque maison contient de 6 à 12 malheureux, mais il n'y a qu'un seul chirurgien pour soigner 700 blessés. La puanteur dans la plupart des maisons est horrible ; la gangrène et la pourriture sont partout, et la plupart des malheureux blessés sont en partie décomposés avant de mourir. »

« La petite ville a été bombardée pendant un court espace de temps, un triste épisode français du voisinage, un véritable serviteur de la Croix, celui-là, quoiqu'il n'en portât pas l'insigne, avait offert ses services comme infirmier et pour transporter les blessés. Pendant les combats il avait bravé le feu le plus terrible en emportant dans ses bras des blessés des deux nations ; entre autres un soldat prussien qu'il soigna, avant la prise de la ville, dans un hôpital improvisé dans une maison particulière. »

« Debout à côté du lit de son ennemi blessé, le Français lui donnait à boire, quand tout à coup une bombe perça le mur du dortoir et fit explosion. Les fragments ne firent aucun mal aux blessés, mais ils emportèrent les deux jambes du brave et noble français, qui tomba pour ne jamais se relever. »

« Le blessé prussien réussit à sortir en chancelant de son lit, et chercha à étancher le sang de son bienfaiteur. On le trouva pleurant comme un enfant accroupi à côté du cadavre. Peut-il y avoir une mort plus glorieuse ? »

Sous ce titre : *Dix Prussiens pour un Français*, le journal *l'Electeur libre*, du 17, que nous avons reçu par le ballon tombé, hier, à Beaune, publie ce qui suit :

« Il est arrivé ici, il y a quelques huit jours, dans les environs du fort de Noisy-le-Sec, un événement qui a mis en émoi tout le monde des avant-postes. »

Un détachement de francs-tireurs s'avança imprudemment un peu trop au-delà de nos lignes. Les Prussiens l'aperçurent, le cernèrent, et, après une courte lutte, emmenèrent prisonniers six francs-tireurs. Quelques instants plus tard on entendit retentir un feu de peloton : c'étaient nos soldats que les Prussiens fusillaient.

Le capitaine de la compagnie à laquelle appartenait ces francs-tireurs, jura de les venger. L'occasion ne tarda pas à se présenter. Deux jours après, en effet, on signala à quelque distance un convoi ennemi, escorté par environ 60 ou 80 Prussiens. Le capitaine des francs-tireurs demanda l'autorisation d'aller enlever ce convoi, et l'obtint.

Nos soldats attaquèrent l'ennemi avec une furie toute française. Après une vive fusillade, 60 Prussiens se constituèrent prisonniers. Alors le capitaine emmena le commandant du détachement, et lui brûla la cervelle ; chaque franc-tireur se saisit d'un prussien, et l'envoya rejoindre son commandant.

La *Gazette de Cologne* reproduit le passage suivant de la lettre d'un soldat bavarois devant Paris : Il paraît que les Français ne sont guère disposés à nous ouvrir les portes de leur ville. Je suis entièrement revenu de l'idée que l'hiver serait doux à Paris ; depuis cinq jours il règne un froid qui ne pourrait être surpassé chez nous. Il est malheureux que les rues gelées soient si unies ; et on n'a pas encore eu le temps de ferrer nos chevaux à glace. En cas d'une sortie subite, ceci pourrait devenir fort embarrassant. Avant hier j'ai vu une colonne qui a dû s'arrêter au milieu de la rue, les chevaux tombaient à chaque pas. Ce sont nos attelages et surtout ceux de l'artillerie qui souffrent terriblement par ce temps. Les chevaux de ce matériel, qui sont aux avant-postes, restent jour et nuit en plein air. Les abris, construits à l'aide de branchages, ne donnent que bien peu de protection. Mais les hommes ont réussi à ériger de très belles huttes de terre. On

est très gai, malgré ce temps dur ; il y a du jambon, des saucisses et du vin rouge en abondance. Les avant-postes ont leurs man-toaux de fourrure. »

Le correspondant du *Daily Telegraph*, qui suit les Prussiens, décrit ainsi la retraite du général Chanzy sur le Mans. Cette tactique, quidécime lentement mais incessamment l'armée de Frédéric Charles, consiste à occuper des positions escarpées, choisies avec une infanterie habileté, de sorte que les Allemands, après une canonnade qui, en raison des lieux produit, peu d'effet, sont obligés d'attaquer en masse et personnellement.

Les Français, dont le combat corps à corps est la manière favorite, les attendent de pied ferme et les repoussent, tantôt à la baïonnette, tantôt par des feux roulants, tantôt par l'artillerie et les mitrailleuses, pendant toute la journée et en leur infligeant des pertes éfrayantes.

La nuit venue, le combat cesse ; le lendemain, les Français ont disparu ; ils ont battu en retraite à la faveur de l'obscurité et sont allés, à quelques lieux en arrière, occuper de nouvelles positions aussi redoutables, que leur général a désignées d'avance. Force est de les suivre et de recommencer une lutte absolument ruineuse.

Par ce système, les Allemands perdent leur armée à mesure qu'ils gagnent du terrain, tandis que les Français reçoivent continuellement des renforts qui grossissent leur effectif à la manière d'une boule de neige.

Nous trouvons dans l'*Observer*, du 11, les lignes énergiquement écrites sous leur spirituelle finesse :

Il est à présumer que les Prussiens qui occupent Rouen, maintenant, auront la bonté de ne pas s'occuper du cœur de Richard I^{er} d'Angleterre, qui est déposé au Musée de cette ville. Rien ne serait plus sensible à l'Angleterre que de voir cette intéressante relique d'un de ses souverains les plus respectés maltraitée ou détruite. Ce cœur, qui avait été perdu pendant plus de deux siècles, fut retrouvé en 1838 ainsi qu'une grande statue de ce héros, sous le pavé du chœur de la cathédrale. Le général Manteuffel ne peut pas se tromper, le cœur étant enveloppé de taffetas vert et renfermé dans une boîte de plomb ; il n'a en réalité aucune valeur, mais il peut en acquiescer une quelque jour ; car pour dire la vérité, quel qu'il soit bien humblement de le confesser : le grand cœur de la nation manque aujourd'hui, s'il ne doit plus réapparaître, nous sommes bien aise de montrer le cœur de lion de Richard I^{er} comme un exemple de ce qu'était le cœur anglais, dans des jours dégénérés, avant qu'il brisât sa peau de lion.

Nous apprenons que le pillage organisé par les autorités allemandes continue sur la plus grande échelle. Toutes les magnifiques villas des environs de Paris ont été dévalisées, non pas par des soldats pillards, mais par les officiers eux-mêmes de l'armée, qui font emballer soigneusement les meubles, glaces et pianos de ces maisons et les envoient en Allemagne... Ces exactions, qui avaient commencé dans les habitations abandonnées, se sont étendues aux maisons habitées. Il n'y a pas d'exemple dans notre histoire contemporaine d'une pareille manière de faire la guerre. Il faudrait, pour trouver des précédents, remonter à cette période du moyen-âge, où les seigneurs féodaux envahissaient les terres de leurs voisins, dévalisaient le pays et ne rentraient chez eux que chargés du produit de leurs rapines.

Chronique locale & départementale

Le préfet du Nord informe les candidats aux bourses vacantes, à l'école des arts industriels et des mines de Lille, que le concours pour l'obtention de ces bourses aura lieu à la préfecture le samedi 31 décembre, à dix heures.

Les candidats produiront à l'appui de leur demande : 1^o leur acte de naissance ; 2^o un certificat de moralité, 3^o un certificat attestant qu'ils ont été vaccinés et ne sont atteints d'aucune infirmité.

La Chambre syndicale vient d'adresser la lettre suivante à M. le président de la Chambre consultative :

« Roubaix, le 26 décembre 1870. »

Monsieur le président,

« Quelque répugnance qu'on éprouve dans les circonstances actuelles à soulever des questions qui ne touchent pas directement aux grands intérêts politiques aux sentiments patriotiques qui dominent toutes nos préoccupations, nous devons cependant, faisant un effort sur nos propres consciences à cet égard, songer que le temps s'écoule et que nous approchons d'une date fatale pour les intérêts matériels du pays. »

« C'est le quatre février, c'est-à-dire dans un mois, que les traités de commerce, causes de tant de désastres, doivent être dénoncés, si nous ne voulons pas les voir subsister une année encore. »

Lorsque la France sera sortie des épreuves terribles qu'elle subit aujourd'hui, c'est au Commerce et à l'Industrie qu'il appartient de penser les plaies, d'empêcher la ruine absolue et de rétablir la fortune publique. C'est donc, nous le croyons, faire encore acte d'un vrai patriotisme que de se préoccuper en temps opportun des circonstances et des conditions dans lesquelles l'Industrie Française devra accomplir ce grand devoir.